

Unité départementale de Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
Cedex 2  
44036 Nantes

Nantes, le 14/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 07/03/2025**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEA INVEST**

Port de Montoir  
BP 17  
44550 Montoir-De-Bretagne

**Références :** N2-2025-238  
**Code AIOT :** 0006302072

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/03/2025 dans l'établissement SEA INVEST implanté Port de Montoir BP 17 44550 Montoir-de-Bretagne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEA INVEST
- Port de Montoir BP 17 44550 Montoir-de-Bretagne
- Code AIOT : 0006302072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEA INVEST MONTOIR exploite à Montoir-de-Bretagne, dans la zone portuaire gérée par le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire, rue de la Goélette, des installations de stockage de produits agroalimentaires en vrac (tourteaux de soja, ...), de charbon, de coke de pétrole, de produits minéraux pulvérulents et non pulvérulents, de tourbe, d'engrais à base de nitrate d'ammonium et de bois.

#### **Thème de l'inspection :**

- action régionale sur la vérification des installations électriques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Nettoyage et empoussièrem ent	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.5.2	Demande d'action corrective	

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Installations électriques et atmosphères explosives	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.1	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suites de la précédente visite	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article /	Sans objet
2	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 1	Sans objet
3	Intégration dans le paysage — propreté	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.1.5	Sans objet
4	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 3.1.4	Sans objet
6	Surveillance de la température	Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 8.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats de la précédente visite ont été traités.

L'ensemble du site est propre. Les dispositifs pour prévenir les émissions de poussières sont présents.

Un nettoyage de la tour de répartition R2 sera à prévoir.

La température des stockages de produits agroalimentaires est correctement suivie et enregistrée.

La vérification des installations électrique est réalisée. Les observations font l'objet d'actions correctives enregistrées dans la GMAO. Aucun risque d'incendie et d'explosion n'est signalé dans le certificat Q18.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suites de la précédente visite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article /
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, /
<b>Prescription contrôlée :</b>
Lors de la précédente visite, réalisée le 7 avril 2021, les observations suivantes ont été formulées :
O1 Procéder à un nettoyage par aspiration dans la tour de répartition R2.
O2 Réaliser les marquages au sol dans le magasin M6, procéder à un nouveau contrôle de la

détection automatique d'incendie, remplacer les détecteurs, compléter les consignes d'exploitation, et compléter les consignes de sécurité préalablement à tout stockage d'engrais dans le magasin M6.

O3 Traiter la remarque figurant dans le dernier rapport de vérification des dispositifs de désenfumage du magasin M6.

O4 Veiller à bien renseigner les permis de feu, notamment lorsqu'une ronde de sécurité est nécessaire.

**Constats :**

L'exploitant a répondu à l'ensemble de ces observations par lettre du 3 mai 2021. Ces réponses sont satisfaisantes.

L'observation 1 a été traitée en 2021. Un nouveau contrôle visuel de l'état de propreté a été réalisé lors de la présente visite (voir point de contrôle n°5).

L'observation 2 n'a pas été traitée puisqu'aucun stockage d'engrais n'a été réalisé dans le magasin M6.

L'observation 3 a été traitée. L'exploitant a présenté le rapport de maintenance corrective du 21/10/2021 établi par la société SIA concernant le vérin à remplacer.

L'observation 4 a été traitée. Un contrôle par sondage a été réalisé. Le permis de feu du 19/02/2025 pour une réparation sur un engin nécessitant un alésage a été présenté. Une ronde de sécurité a bien été faite et mentionnée sur le permis de feu après les travaux. Le responsable d'atelier est bien sensibilisé à cette ronde de sécurité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : état des stocks**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 24/12/2021, article 1

**Thème(s) :** Situation administrative, /

**Prescription contrôlée :**

Le tableau de classement dans la nomenclature des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2017 est remplacé par : voir AP

**Constats :**

L'exploitant a présenté et transmis son état des stocks. L'état des stocks est détaillé par produit et par emplacement. Il est donné pour tous les produits en tonnes.

L'exploitant a expliqué que les quantités stockées sont limitées physiquement par les espaces et volumes de stockages disponibles, lesquels ne permettraient pas de dépasser les limites fixées par l'arrêté préfectoral. Ces espaces et volumes n'ont pas évolué depuis le dernier porter à connaissance de modification notable.

Cet état des stocks montre que les quantités maximales autorisées sont respectées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Intégration dans le paysage — propreté**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 2.1.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, poussières

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.

**Constats :**

L'exploitant dispose de 2 tonnes à eau, dont l'une est équipée d'un système de brumisation. Les allées et les voies de circulation sont propres.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Émissions diffuses et envols de poussières**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 3.1.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, poussières

**Prescription contrôlée :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...). Les aires de circulation au voisinage immédiat des tas de charbon sont arrosées de manière à minimiser les envols de poussières. Lors des manutentions de charbon, il est procédé si nécessaire à un arrosage du point de chute. La sauterelle de mise en stock du charbon est équipée de rampes d'arrosage d'eau, maintenues en état de marche, et utilisées aussi souvent que nécessaire pour réduire les envols de poussières.

**Constats :**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés dans les bâtiments fermés. Les convoyeurs sont capotés et équipés de systèmes de dépoussiérage par aspiration. La tour de répartition R2 est équipée d'un système de dépoussiérage. L'exploitant réalise lui-même l'entretien et le nettoyage des filtres. Toutes les opérations sont enregistrées dans la GMAO. Sur la période 2020-2024, ces équipements ont été nettoyés régulièrement.

Les aires de circulation à proximité du parc à charbon sont propres. La sauterelle de mise en stock du charbon n'est plus en service. La manipulation du charbon se fait par brouettage.

Lors de la visite, le temps était sec et venteux. Des manipulations de produits agroalimentaires (réception et expédition) étaient en cours. Aucun envol de poussière excessif n'a été observé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Nettoyage et empoussièrément**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, poussières

**Prescription contrôlée :**

Tous les magasins de stockage ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. Les aires de chargement et de déchargement ainsi que les zones de stockage extérieures doivent être également convenablement nettoyées. La fréquence de nettoyage est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et est précisée dans les consignes organisationnelles. Chaque opération de nettoyage est consignée dans un registre, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage doit présenter toutes les caractéristiques nécessaires de sécurité pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

La tour R2 est équipée de colonnes d'aspiration pour y brancher une remorque aspirateur et précéder au nettoyage. Un dépôt de poussières modéré a été constaté dans la tour R2. Cette tour était en fonctionnement.

L'exploitant dispose également de balayeuses.

L'exploitant a une équipe interne dédiée au nettoyage.

L'exploitant a présenté son registre de nettoyage informatisé. Celui-ci est complet et correctement tenu.

L'exploitant a expliqué être très vigilant au nettoyage des installations de stockage des produits agroalimentaires pour prévenir les impacts environnementaux, et pour des raisons sanitaires.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Un nettoyage dans la tour R2 sera à réaliser prochainement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**N° 6 : Surveillance de la température**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 8.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. Le taux d'humidité des produits est connu par l'exploitant avant le démarrage des opérations d'ensilage. La température des produits stockés est contrôlée par des sondes thermométriques ou par une sonde manuelle pour le magasin métallo textile et le M6. Le relevé des températures est périodique avec un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas de dépassement d'un seuil prédéterminé pour le magasin métallo textile ou le M6 suite à un contrôle de température, le service exploitation est immédiatement informé pour déclenchement des actions nécessaires le cas échéant. La fréquence des relevés est déterminée sous la responsabilité de l'exploitant. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont

<p>rédigées et communiquées aux services de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits agroalimentaires sont stockés dans les magasins M1, M2, M3, M4, M5, et M7 (métallo-textile). Les magasins M1 à M5 sont équipés de sondes thermométriques fixes. Le magasin M7 est équipé de sondes thermométriques mobiles. Toutes les sondes (fixes et mobiles) sont reliées à une centrale de détection. Les données sont suivies et enregistrées sur un poste informatique dédié. Les relevés sont enregistrés et imprimés quotidiennement.</p> <p>Une procédure d'intervention indique la marche à suivre en cas d'élévation de température.</p> <p>En cas d'élévation de température, le client propriétaire de la marchandise est alerté et il lui est demandé d'évacuer le produit.</p> <p>Le jour de la visite, le produit stocké dans le bâtiment M5 était en cours d'évacuation suite à une élévation de température, en application de la procédure précitée.</p> <p>Le suivi de l'humidité des produits n'a pas été abordé lors de cette visite.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 7 : Installations électriques et atmosphères explosives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2017, article 7.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre IT de livre IT de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les transformateurs de puissance électrique sont situés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, largement ventilés et isolés des magasins de stockage par un mur coupe-feu de degré 2 heures. Les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières sont conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 susvisé. Les zones où des atmosphères explosives peuvent se former sont définies et signalées sous la responsabilité de l'exploitant selon les réglementations en vigueur. Les matériels présents dans les zones où peuvent se former des atmosphères explosives doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Les installations doivent être efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de foudre. Les bâtiments de stockage ne doivent pas disposer de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur leurs toits, à moins qu'une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les 2 derniers rapports de vérification des installations électriques et les certificats Q18 établis par l'APAVE le 28/11/2023 et le 22/10/2024.</p> <p>Le Q18 du 22/10/2024 conclut à un risque d'incendie et d'explosion mais il s'agit d'un oubli de mise à jour suite à une visite du 17/09/2024. L'APAVE a confirmé cette erreur à l'exploitant dans un</p>

courriel du 11/03/2024.

Les observations formulées dans ces rapports sont retranscrites dans la GMAO pour la réalisation et le suivi des actions correctives nécessaires. L'exploitant affecte un degré d'urgence à chaque observation.

Le suivi GMAO indique que des observations restent à traiter.

L'exploitant a présenté son plan des zones ATEX.

L'exploitant a transmis les rapports du 26/09/2023 et du 27/11/2024 établis par l'APAVE portant sur la conformité à l'article 9 de l'arrêté du 29/03/04 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables. Ces deux rapports concluent que l'état de conformité est globalement correct. Ils mentionnent cependant des écarts : vérifier que le jeu entre l'enveloppe et les pales des ventilateurs soit supérieur à 1 % du diamètre de la roue (avec un minimum de 2 mm), remplacer les rouleaux en gomme des transporteurs par d'autres antistatiques si cela n'est pas le cas

Il n'y a pas de relais, d'antennes d'émission ou de réception collectives sur les toits des magasins.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'en cas de coupure d'alimentation électrique, les installations de manutention et le suivi thermométrique ne fonctionneraient pas. L'exploitant dispose de sondes de température portatives qui lui permettraient de surveiller la température dans les stockages de produits agroalimentaires. Aucun risque particulier n'est signalé par l'exploitant en cas de perte d'alimentation électrique.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit traiter les observations formulées dans les rapports de vérifications électriques et les écarts formulés dans les rapports de contrôles au titre de l'arrêté ministériel silo.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective